



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Centre administratif de Bourran  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 19/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ**

Rue de la Prade - ZI de Cantaranne  
BP 3201  
12850 Onet-Le-Château

Références : 12-CRARC-2024-133

Code AIOT : 0006802467

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ implanté Rue de la Prade - ZI de Cantaranne 12850 Onet-le-Château. L'inspection a été annoncée le 03/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été programmée dans le cadre de l'action nationale "PFAS" et de l'action régionale "1510" (stockage de matières combustibles).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ

- Rue de la Prade - ZI de Cantaranne 12850 Onet-le-Château
- Code AIOT : 0006802467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Fromagère de Rodez se situe sur la zone industrielle de Cantaranne sur le territoire de la commune d'Onet-le-Château. Le site existe depuis 1962.

L'activité consiste en la collecte et la transformation du lait (fabrication de lait et de crème, fabrication de fromages)

L'effectif global sur le site est d'environ 270 salariés.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 PFAS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Demande d'action corrective	8 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande d'action corrective	8 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'information de la population (A et Enr)		
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
7	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
8	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	Sans objet
9	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
12	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Sans objet
13	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet
14	PFAS - Recherche PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
15	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
16	Accréditation des organismes mandatés	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
17	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
18	Respect des limites de quantification	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
19	Restitution des résultats sur GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
20	PFAS	Lettre du 03/09/2024	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.
<b>Constats :</b>  Suite aux modifications de la nomenclature induites par le décret n°202-1169 du 24 septembre 2020, l'exploitant s'est positionné vis-à-vis de son stockage de matières combustibles au travers d'un porter-à-connaissance en date du 21 décembre 2021. Par ce dossier, l'exploitant détermine son classement au titre de la rubrique 1510. Le site stocke plus de 500 tonnes de matières combustibles dans un volume de bâtiment de 249 119 m <sup>3</sup> , le site relève du régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  [...]  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement

<p>susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Grâce à ses outils informatiques, l'exploitant est capable, à tout moment et rapidement, de sortir un état des stocks à jour des matières combustibles présentes sur site (emballages, film, étiquettes, palettes, ingrédients,...).</p> <p>Cet état des stocks est recalé mensuellement et un inventaire est effectué annuellement.</p> <p>De plus, l'exploitant possède les plans des zones d'activités et des stockages.</p> <p>Les FDS des produits chimiques présents sur site sont par ailleurs consultables sur le réseau informatique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p>

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
<b>Constats :</b>  L'état des stocks permet de connaître la nature et la quantité des produits stockés. Pour les produits chimiques, le registre des produits chimiques précise les mentions de dangers des substances.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b>  L'état des stocks permet de connaître la nature et la quantité des produits stockés avec des désignations claires et un regroupement par famille de produits (boîte, couvercle, film, étiquette, emballage, produits d'entretien...). Pour les substances dangereuses, le registre des produits chimiques indique les mentions de dangers des substances.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.  De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être

<p>surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits chimiques sont stockés en contenants allant du bidon de quelques litres jusqu'au GRV de 1000 litres dans un bâtiment.</p> <p>Les produits sont stockés dans des fosses dédiées selon les propriétés des produits, à savoir : bases, acides, désinfectants...pour éviter les incompatibilités.</p> <p>Toutefois, les liquides inflammables (stockage de quelques m<sup>3</sup> en bidons et GRV) ne font pas l'objet d'aménagements spécifiques. L'exploitant a prévu de créer une zone dédiée à ces produits dans les prochains mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant stocke les liquides inflammables dans une zone dédiée aux aménagements spécifiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 8 mois</p>

#### N° 6 : Conditions de stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.</p>



<p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</li> <li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li> <li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</li> <li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li> </ul> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que les matières combustibles sont stockées en masse et que les îlots de stockage font moins de 500 m<sup>2</sup> avec des hauteurs inférieures à 8 m.</p> <p>L'inspection a constaté que les produits liquides dangereux étaient stockés sur des hauteurs faibles, inférieures à 5 m.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre des produits chimiques permet de constater qu'il n'y a pas de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) stockés sur site.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 8 : Eclairage**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16
--

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu
---

**Prescription contrôlée :**

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.  
Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.  
Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

**Constats :**

L'inspection constate que l'éclairage dans les bâtiments est électrique (essentiellement type LED).

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 9 : Détection incendie**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
--

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie
---

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.  
Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.  
Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.  
Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

**Constats :**

Le site est équipé d'un système de détection incendie avec une alarme sonore dans l'atelier maintenance couplée à une alarme téléphonique à l'ensemble de l'encadrement du site et des personnes d'astreinte. Par ailleurs, il existe une alarme site à déclenchement manuelle.  
L'exploitant a présenté les comptes rendus d'Intervention de Maintenance Préventive effectués par SIEMENS les 25/03/24 et 05/08/24. Ces rapports mettent en évidence le fonctionnement d'une détection dans plusieurs zones de l'établissement : « bat MAI usine local maintenance » , « local pilote REPC puissance » , « ligne bouteilles salle extrusion » , « rondetlet salle de commande P » , « rondetlet salle de commande » , « Local pilote REPC commande » , « chaufferie générale usine » .

L'exploitant a fourni le certificat Q7 'Vérification périodique de la Détection automatique d'incendie'. Ce certificat conclut qu'il n'y a pas de dysfonctionnement, ni d'inadéquation de la détection par rapport aux risques à surveiller.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou

à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

#### Constats :

L'établissement est pourvu de 3 poteaux incendie, de robinets incendie armés, d'extincteurs, d'une réserve de 750 m<sup>3</sup> d'eau d'extinction, d'un système d'extinction automatique à gaz. Du fait de l'implantation des points d'eau incendie sur le site, l'accès extérieur des bâtiments est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

L'exploitant entretient régulièrement ces installations et a, en ce sens, présenté à l'inspection :

- Rapport d'intervention pour la vérification des poteaux incendie, Desautel, 17/04/24
- Rapport d'intervention pour la vérification des RIA, Desautel, 26/04/2024
- Rapport d'intervention pour la vérification des Extincteurs, Desautel, 26/04/2024
- Rapport de test d'intégrité d'enceinte pour l'extinction automatique à gaz, Siemens, 29/10/24

Les entreprises intervenant sur site sont informées sur les risques incendie au travers du Plan de Prévention.

L'exploitant a présenté le tableau des habilitations du personnel et a fourni une attestation de formation pour "Risque incendie en milieu industriel -ESI (interne)".

Ainsi, du personnel (28 personnes) est formé spécifiquement au risque incendie. Ce sont des équipiers de seconde intervention (ESI) qui sont formés régulièrement au maniement de tous les moyens d'intervention contre l'incendie de l'établissement.

Toutefois, aucun exercice de défense incendie n'a récemment été réalisé.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera en 2025 un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice fera l'objet d'un compte rendu qui sera envoyé à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 8 mois

**N° 11 :** Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

**Prescription contrôlée :**

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

#### **Constats :**

L'exploitant a calculé les besoins en eau d'extinction selon le document technique D9 pour ses différents ateliers. Ces besoins sont satisfaits par les moyens internes de l'établissement (cf. point n°10), les poteaux incendie à proximité immédiate du site et la possibilité prévue avec les pompiers de pomper l'eau de l'Aveyron.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 12 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

#### **Prescription contrôlée :**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs

Le plan de défense incendie comprend

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
--

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son "Dossier Sécurité" qui présente l'organisation du site en cas de sinistre : procédures de gestion de crise, organisation des actions de première intervention, plan du site avec les murs et portes coupe-feu, les moyens de lutte incendie, plan des stockages, plan des réseaux, plan d'évacuation...</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou</p>

autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

**Constats :**

L'exploitant a réalisé la modélisation des flux thermiques visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup> consécutifs à un incendie sur les zones d'entreposage 1510 (Apave, avril 2023).

Les modélisations pour chacune des zones de stockage montrent que les flux thermiques de 8 KW/m<sup>2</sup> émis, du fait des dispositions constructives, de l'organisation du stockage et des matières stockées, restent confinés à l'intérieur des limites de propriété.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : PFAS - Recherche PFAS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, PFAS

**Prescription contrôlée :**

Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées: 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.

Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.

**Constats :**

L'établissement est à Autorisation mais n'est pas concerné par les rubriques ICPE listées par l'arrêté ministériel.

Néanmoins, les campagnes d'analyses réalisées par l'exploitant ont montré que le site rejettent des substances per- ou polyfluoroalkylées.

Ainsi, l'arrêté ministériel du 20/06/2023 est applicable à l'établissement.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Réalisation des campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé une campagne d'analyse de ses rejets en janvier, février et mars 2024. Les analyses portent sur les 20 PFAS demandés par l'arrêté ministériel ainsi que le paramètre AOF. Les rejets analysés comprennent les eaux de process et les eaux de ruissellement des voiries du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Accréditation des organismes mandatés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  Les rapports d'analyses fournis par l'exploitant montrent que le laboratoire mandaté pour les prélèvements et les analyses PFAS est bien titulaire d'une accréditation COFRAC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Exigences pour le prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>



<p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La campagne d'analyse a été réalisée dans des conditions normales d'activités du site. L'exploitant a présenté les productions en cours lors des 3 jours de la campagne. Les certificats d'analyses mettent en évidence que les échantillonnages ont été réalisés sur une durée de 24 heures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : Respect des limites de quantification**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les certificats d'analyses mettent en évidence les limites de quantification suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LQ AOF = 2 µg/L</li> <li>• LQ PFAS = 4 ou 10 ng/l selon les PFAS</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 19 : Restitution des résultats sur GIDAF**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les résultats des analyses sur la plateforme GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

N° 20 : PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 03/09/2024</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] je vous demande de vous inscrire dans la démarche suivante, en définissant un plan d'action articulé autour de trois temps : <b>investigation - suppression/réduction - surveillance.</b></p> <p><b>L'investigation</b>          Vous déterminerez les origines possibles de vos émissions en AOF. Dans ce but, les actions suivantes pourront être menées :          - rechercher le lien entre le rejet et l'activité/la production le jour des rejets concernés,          - vérifier la présence de substances fluorées et de PFAS dans l'eau prélevée, dans les effluents entrants dans la station,          - vérifier la cohérence entre les concentrations en AOF et en PFAS. Le cas échéant :          *rechercher la cause de la présence/absence de fluor organique,          * mener des analyses complémentaires (autres PFAS, autres substances fluorées, autres méthodes...)          - toute autre action vous permettant de comprendre la raison de la teneur en AOF relevée dans vos rejets aqueux.</p> <p><b>La suppression/réduction</b>          Vous déterminerez les actions que vous pouvez mettre en place pour supprimer, ou à défaut, réduire la présence de PFAS dans vos rejets aqueux en précisant le cas échéant les difficultés technico-économiques. Vous indiquerez quelles actions ont été retenues et leur échéancier de mise en œuvre. La liste non exhaustive suivante donne des exemples d'actions sur lesquelles vous pouvez mener vos réflexions :          - remplacement des matériels ou machines pouvant générer des rejets de PFAS,          - substitution de produits ou de substances dans le procédé de fabrication,          - mise en place de traitement supplémentaire des effluents (par exemple, charbon actif, résine échangeuse d'ions...)          - captage à la source des rejets problématiques pour stockage en attente d'un traitement adapté.</p> <p><b>La surveillance</b>          Afin de vérifier l'efficacité des actions sur l'évolution de vos rejets en PFAS /AOF, je vous demande de mettre en place une surveillance à fréquence trimestrielle de vos émissions en PFAS /AOF au niveau des points de rejets objets des 3 campagnes d'analyses initiales, selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (recherche du paramètre AOF, des 20 PFAS obligatoires, des PFAS mentionnés dans l'inventaire prévu par l'article 2, laboratoire accrédité, respect des limites de quantification...).</p> <p>Les résultats de cette surveillance seront renseignés sous GIDAF avant la fin du mois qui suit les prélèvements.</p>

Vous rendrez compte sous 2 mois à l'inspection des installations classées des actions mises en places dans le cadre des 3 axes de cette démarche.  
[...]

**Constats :**

L'exploitant investigue pour connaître l'origine des molécules fluorées dans ses rejets.  
Ainsi, pour l'heure, il a recherché la présence de Fluor organique dans :

- les ingrédients (lait, ingrédients,...),
- l'eau de ville,
- les produits de nettoyage des process,
- les produits de traitement de l'eau,
- les lubrifiants,
- les membranes de filtration.

Ces recherches n'ont pas mis en évidence la présence de PFAS.  
Ainsi, l'exploitant prévoit des recherches complémentaires sur :

- l'eau de ville ;
- l'eau de l'Aveyron;
- l'eau de retro-lavage;
- rejets des différents ateliers;
- rejets usine.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées les résultats de ses recherches complémentaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite